

LE PLAN BEVERIDGE.

1943. Dans le train, quelque part entre Londres et Cardiff.

Le voyage était long de Londres à Cardiff. John Williams suçait sa pipe et, avec suffisamment de distance vis-à-vis de soi-même pour ne rien laisser transparaître des émotions bouleversantes et horribles que les batailles lui avaient fait vivre, il racontait. Il sentait la chaude sympathie de ses compagnons de voyage, leur intérêt... Ce n'est pas tous les jours que l'on rencontre dans le train, un jeune sergent qui revient d'Afrique du Nord en permission.

Mais Williams commençait à penser qu'il dépassait certainement les limites de la décence en monopolisant ainsi l'intérêt. A la fin d'une anecdote, il fit diversion : « *Et ici, in good old Britain, on tient ?* » demanda-t-il ?

On lui apprit, ce qu'il avait d'ailleurs pu voir dans les quartiers éventrés de Londres, que non seulement on tenait, mais que l'on préparait en même temps la nouvelle Grande-Bretagne du temps de paix. Ses compagnons commentaient avec animation le « *Plan Beveridge* ». Williams, qui en était à la première nouvelle se fit expliquer.

« *Mais non, lui dit-on, Beveridge, n'est pas un ministre. Sir William Beveridge, directeur de la London School of Economics, est en même temps un technicien des services sociaux, et a présidé une commission interministérielle chargée d'enquêter sur une réforme de la Sécurité Sociale. Son « plan » visait à instituer une garantie systématique des moyens d'existence.*

« *Vous comprenez, dit à Williams, le pasteur qui se trouvait en face de lui, avec le régime fait de pièces et de morceaux qui date de 1911, il y a encore, 12% de familles britanniques dans le besoin.*

Williams était pensif. Il était d'une famille de mineurs de Cardiff — sans la guerre, il aurait été lui-même dans la mine —, il savait exactement ce que voulait dire l'insécurité : appréhender la maladie, l'accident, la perte d'emploi, et même la vieillesse. Il se souvenait d'accidents et de misères arrivés chez des voisins et de discussions syndicales passionnées lorsque des salariés accidentés étaient entraînés à des dépenses judiciaires excessives par suite des nombreuses contestations auxquelles donnait lieu le système non automatique de garantie.

Le pasteur poursuivait :

« *On va substituer à toutes les anciennes institutions d'assistances et d'assurance sociale éparpillées et incomplètes, une vaste organisation unifiée, rationalisée. On l'associera à une politique générale constructive qui tiendra*

compte des salaires, de l'emploi, de la santé, de la politique fiscale et monétaire. Et surtout, toutes les catégories de la population, salariés, patrons et indépendants, enfants et pensionnés, seront intégrés dans la Sécurité Sociale. Même les ménagères, auront une pension et les soins médicaux gratuits, comme tout le reste de la population ».

La dame en tweed, dont on avait jusqu'alors entendu que le cliquetis des aiguilles à tricoter, leva la tête : pour dire que les ménagères étaient des travailleurs, comme toute le monde.

Chacun en convint, et on passa à la discussion de la partie du « Plan » qui envisageait d'instaurer les soins médicaux gratuits dans le cadre d'un Service National de Santé.

Williams n'était certes pas « contre ». Et dans l'ouverture d'esprit de ses compagnons de voyage vis-à-vis d'un projet aussi audacieux, il reconnaissait la solidarité vivante et sportive qui unissait ses compatriotes dans « la sueur, le sang et les larmes ». Tous envisageaient pour après la guerre, l'instauration d'un droit social au travail, à la santé, aux revenus réguliers.

Williams y puisa une raison supplémentaire de gagner la guerre.

NOTE :

POUR CEUX QUI VEULENT DES PRECISIONS :

Le plan Beveridge fut à l'origine des lois de 1948 qui constituent le système britannique de Sécurité Sociale et le Service National de Santé.

Il s'applique à l'ensemble de la population (salariés - patrons et travailleurs indépendants - ménagères - personnes qui ne sont pas encore en âge de travailler - personnes qui ne sont plus en âge de travailler).

Les assurances sociales couvrent les risques suivants : chômage, maladie, maternité, vieillesse, décès, veuvage, état d'orphelin.

Le Service National de Santé assure à toute personne se trouvant sur le sol de la Grande-Bretagne des prestations gratuites en matière médicale, dentaire et pharmaceutique. (Depuis 1951 certaines prestations comportent une participation des assurés ; par exemple, 1 shilling par exécution d'une ordonnance médicale).

En 1957, 20.000 praticiens sur 21.000 étaient affiliés au Service National de Santé.

Financement : cotisations + impôt.

Le Plan Beveridge a exercé une influence décisive sur les législations adoptées dans le monde après la guerre et sur les travaux des organisations internationales.

F. C. DENEFF-TRUFFAUT.